

SERVTEC RDC RECRUTE POUR UN DE SES CLIENTS « EXPERTISE FRANCE »

Poste : EXPERT EN GOUVERNANCE LOCALE ET PARTICIPATION CITOYENNE

Référence : SERV.RDC_Expert_Gouv_Locale_031.03.2025

Postuler sur : <https://recrutement.servtec-rdc.com>

Intitulé du poste : EXPERT EN GOUVERNANCE LOCALE ET PARTICIPATION CITOYENNE

Projet : Initiative « Ville Durable »

Domaine : Développement urbain et le Développement Communautaire

Pays de la mission : RDC / Boma

Type de contrat : CDD

Durée : 12 mois renouvelables sur une période de 4 ans

Date de prise de fonction souhaitée : mai 2025

Date limite de dépôt de candidature : 24 Mars 2025 à 17h00 (heure de Kinshasa)

Langue de travail : Français

I. PRESENTATION DU CLIENT

Expertise France

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence Française de Développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Elle intervient dans des domaines clés du développement comme la Gouvernance, la Santé, l'Éducation, l'Environnement, la Sécurité, et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

Dans ces domaines, Expertise France assure des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise de l'expertise technique et joue un rôle d'ensemblier de projets faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.

Expertise France en RDC

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays prioritaire pour l'agence en Afrique centrale et la présence EF s'est renforcée depuis 2022 avec un portefeuille important dans les domaines de la santé, la sécurité, l'entrepreneuriat, l'enseignement supérieur, le sport et la culture, la biodiversité, ainsi que le développement urbain et le développement communautaire.

Ce qui a permis l'implantation d'un bureau et d'une Unité Support Projet à Kinshasa, la nomination d'une Directrice Pays basée à Kinshasa pour faciliter les échanges avec les partenaires, et l'ouverture de deux bureaux projets à Bukavu et à Goma.

II. DESCRIPTION DU CONTEXTE DE L'INITIATIVE « VILLE DURABLE »

1. Contexte général

Le déclin des activités portuaires entamé dans les années 2010 avec l'ouverture de nouveaux ports (à Matadi et bientôt à Banana) a progressivement conduit à la fermeture des entreprises les plus pourvoyeuses d'emplois à Boma (brasserie, logistique, alimentation, pétrole, aéroport) et au déclin des services de base (écoles, centres

de santé, marchés, distribution d'eau potable, distribution d'électricité), de loisirs (complexe sportif) et culturels (Boma est la première capitale du pays et dispose de beaucoup de sites touristiques). Boma est aussi très exposée aux effets du changement climatique du fait de l'augmentation du niveau de la mer, de l'augmentation des inondations de la rivière Kalamu qui la traverse (liées à l'érosion des flancs de collines) et de l'augmentation des jours de fortes chaleurs. Pour faire face à cette situation, la République Démocratique du Congo (RDC) a sollicité un financement de l'AFD pour identifier puis déployer à Boma une initiative pilote de développement urbain durable et résilient aux effets du changement climatique qui pourrait être répliquée à d'autres villes intermédiaires dans une situation similaire.

L'initiative pilote identifiée vise à améliorer la résilience de Boma aux effets du changement climatique (lutter contre l'érosion et adapter les équipements de proximité), à améliorer les conditions de vie de ses habitants (en particulier les femmes et les jeunes) via la réhabilitation d'infrastructures de bases (voirie, eau potable, électricité) et à améliorer la gouvernance urbaine.

2. Contexte du programme

2.1. L'initiative projet

L'enjeu de cette initiative est de redynamiser et favoriser l'attractivité de Boma, et de déployer une démarche pilote intégrée de ville durable et résiliente qui soit répliquable dans d'autres villes de la RDC.

Les objectifs de l'initiative d'un montant prévisionnel de 50M€ dont 10M€ en subvention et 40M€ sous forme de prêt souverain concessionnel sont les suivants :

Objectif 1 : Adapter Boma au changement climatique :

- Lutter contre l'érosion en réalisant des travaux urgents de curages, de végétalisation et de nivellement, principalement en HIMO ;
- Adapter les équipements socio-culturels et administratifs au changement climatique, dont un complexe sportif, des places publiques, des écoles et des centres de santé.

Objectif 2 : renforcer l'attractivité de Boma :

- Réhabiliter les infrastructures de base (voirie, électricité, eau potable) pour renforcer l'équité d'accès aux services essentiels ;
- Encourager les opportunités économiques et la cohésion sociale avec notamment la réhabilitation de sites touristiques, de la maison des jeunes et de la maison des femmes ;
- Intégrer Boma dans le développement de la Province et définissant un Plan d'Aménagement du Territoire.

Objectif 3 : renforcer les capacités techniques des autorités nationales et locales afin de réaliser cette initiative :

- Assurer une bonne gestion et une exécution efficiente des activités prévues notamment avec l'appui technique d'Expertise France ;
- Renforcer les capacités techniques des bénéficiaires pour garantir la pérennité et la durabilité des ouvrages réalisés.

2.2. Mode opératoire du projet

Le mode opératoire suivant en ce qui concerne ce projet :

- La convention de financement sur le prêt de 40 Millions d'euros sera signée entre l'AFD et le ministère des Finances ;

- La maîtrise d'ouvrage du projet sur le prêt sera assurée par le ministère de l'Aménagement du Territoire (représenté par l'Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT)). L'ANAT pilotera l'ensemble du programme ;
- La maîtrise d'ouvrage du projet sur le prêt et sur une potentielle subvention complémentaire sera déléguée par l'ANAT à une unité de gestion de projet (UGP). L'UGP disposera d'une autonomie de gestion administrative et financière en étant responsable devant le ministère des Finances de l'utilisation des fonds. Elle assurera les responsabilités de gestion fiduciaire et opérationnelle notamment la planification, la gestion administrative et financière, la mise en œuvre et la supervision technique des partenaires de mise en œuvre (y compris les passations de marchés, l'audit, la gestion des savoirs et de production des connaissances et le système de suivi et évaluation) ;
- La Maitrise d'Ouvrage d'une subvention parallèle sera confiée à Expertise France, filiale de l'AFD. La subvention financera l'assistance technique d'Expertise France, la réalisation des certains travaux de réhabilitations/constructions prioritaires et la passation de marché d'études de planifications prioritaires (schéma d'assainissement et de gestion des déchets, plan d'urbanisme de la ville et plan d'aménagement provincial) ;
- Un comité de pilotage de l'initiative (autant sur le prêt que sur les subventions) réunira des membres et des invités parmi lesquels : (i) le ministère de l'Aménagement du Territoire (président), les autres ministères (finance, décentralisation, hydraulique, etc), les régies (voirie, eau), la SNEL, la Province et les Mairies...

III. MISSIONS

Expertise France recherche un(e) **Expert(e) en Gouvernance Locale et Participation Citoyenne** à plein temps, qui sera basé(e) à Boma au sein du bureau de l'équipe projet EF. Il/elle est responsable de la mise en œuvre et de l'animation des dispositifs de participation citoyenne et de gouvernance partagée dans le cadre du projet.

Sous la responsabilité hiérarchique du Chef de projet « Ville Durable », l'Expert (e) en Gouvernance Locale et Participation Citoyenne aura pour mission d'assurer le lien entre l'équipe projet et l'écosystème d'acteurs locaux, de coordonner les démarches participatives et de garantir l'intégration des contributions citoyennes dans le projet « Ville Durable ».

Il/elle assurera notamment les tâches suivantes :

1. Animation et mobilisation

- Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation citoyenne autour du projet ;
- Organiser et animer des ateliers participatifs, consultations publiques et événements de concertation avec les élus, les citoyens et les acteurs locaux, pour co-construire les orientations du projet ;
- Développer des formats innovants d'implication des citoyens (balades urbaines, urbanisme tactique, etc.) ;
- Identifier et mobiliser les relais locaux pour toucher différents publics, notamment les plus éloignés des dispositifs participatifs ;
- Développer et adapter les outils et méthodes de participation en fonction des publics cibles et des objectifs du projet ;
- Mettre en place des actions de formation et de sensibilisation à la citoyenneté et à la participation ;

2. Médiation et communication

- Assurer une médiation entre les différentes parties prenantes (habitants, élus, PTF, etc.) ;
- Traduire les enjeux techniques du projet en contenus accessibles pour les citoyens ;
- Accompagner les équipes projets dans l'appropriation des contributions citoyennes ;

- Participer à l'élaboration des supports de communication sur le volet participatif du projet ;

3. Coordination et suivi

- Coordonner le comité de gouvernance partagée du projet ;
- Documenter les démarches participatives et assurer leur traçabilité ;
- Produire des synthèses des contributions citoyennes et les valoriser auprès de l'équipe projet ;
- Mettre en place des indicateurs de suivi de la participation citoyenne ;
- Évaluer l'impact des démarches participatives et proposer des ajustements.

III. COMPETENCES ET CONNAISSANCES

- Formation supérieure niveau Master 2 en sciences sociales (sociologie, urbanisme, développement local, sciences politiques), communication, médiation culturelle ou équivalent ;
- Expérience professionnelle de 5 ans minimum dans le domaine de la participation citoyenne, la médiation urbaine, la concertation ou du développement local ;
- Intérêt marqué pour les questions de démocratie participative et d'innovation sociale ;
- Connaissance du territoire et de ses enjeux appréciés ;
- Expérience dans le domaine de l'urbanisme serait un plus.

Savoir-faire

- Maîtrise des méthodologies de concertation et de participation citoyenne (animation de réunions, techniques d'écoute active, gestion de conflits, etc.).
- Expérience en animation de groupes et gestion de réunions publiques
- Connaissance des enjeux et acteurs de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire
- Capacités rédactionnelles et de synthèse
- Maîtrise des outils numériques collaboratifs (pack office, internet, réseaux sociaux)

Savoir-être

- Excellentes capacités relationnelles et d'écoute
- Sens de la pédagogie et capacité à vulgariser des contenus techniques
- Diplomatie et gestion des situations conflictuelles
- Autonomie et sens de l'initiative
- Créativité et capacité d'adaptation
- Capacité d'adaptation et de réactivité.
- Esprit d'initiative et autonomie.
- Rigueur et organisation.
- Sens de l'engagement et de la conviction.
- Capacité à animer et à mobiliser des groupes.
- Empathie et sensibilité aux enjeux sociaux.

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Seuls les candidat(e)s sélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Le dossier sera composé uniquement de :

- Un Curriculum Vitae détaillé en français (comprenant seulement des éléments liés au poste) ;
- Une lettre de motivation en français ;
- 3 contacts de personnes de références, impérativement des employeurs précédents et/ou Supérieurs hiérarchiques (numéros de téléphone professionnels et adresses emails professionnelles).